

Le monde qui vient (4/4)

Parmi les annuaires stratégiques 2017, atlas et synthèses géopolitiques

Eugène Berg | Diplomate et écrivain ; a été en poste au Mexique, en Allemagne, en Afrique et dans le Pacifique. Il enseigne les Relations internationales. Dernier livre paru *La Russie pour les Nuls* (Éditions First, 2016 ; 495 pages).

Qui gouverne le monde ?

Bertrand Badie, professeur des Universités à l'IEP de Paris (Sciences Po) se livre, comme à son habitude et avec son brio habituel, à une vaste réflexion introductive qui ne manque ni de profondeur, ni d'originalité. Il écarte d'emblée les multiples thèses complotistes, qui fleurissent, plus que jamais, à tous les coins de la planète. Dans son article sur ce sujet, Dominique Vidal, journaliste et écrivain, autre maître d'œuvre de ce volume, conclut en ces termes : « On pourra conclure avec l'économiste Frédéric Lordon qu'il faut "dire des complots eux-mêmes qu'ils requièrent d'éviter deux écueils symétriques, aussi faux l'un que l'autre : 1) en voir partout ; 2) n'en voir aucune part" ». Et d'en appeler « à une pensée non complotiste des complots, c'est-à-dire aussi bien : 1) reconnaître qu'il y a parfois des menées concertées et dissimulées – on pourra les appeler des complots – et 2) refuser de faire du complot le schème explicatif unique de tous les faits sociaux, ajouter même que, de tous les schèmes disponibles, il est le moins intéressant, le moins souvent pertinent, celui vers lequel il faut, méthodologiquement se tourner en dernier... Et ceci quoiqu'il ait parfois sa place ».

Bertrand Badie se penche sur les concepts de pouvoir et de puissance, le premier étant davantage affaire de résultats que de ressources. Un État peut regorger d'instruments de puissance sans parvenir pour autant à atteindre les fins qu'il s'est fixées. Il songe bien sûr aux États-Unis qui n'ont pas gagné une guerre depuis 1945 (il n'a pas la cruauté de mentionner les victoires éclairs au Panama et sur la micro-île de la Dominique). D'où il découle que la puissance n'est que la manifestation visible et coercible du pouvoir tandis que la domination – il aurait pu dire l'autorité – exprime cette capacité effective de gouverner. On l'a vu, les exemples récents de présidents des deux côtés de l'Atlantique, qui ont vu leur autorité mise en doute... Plus intéressante est la liste des cinq paramètres du système international qui peuvent générer du pouvoir. En premier lieu, la tradition, dont on voit qu'après avoir été un peu partout mise en cause, elle revient en force. Tradition ne se résume pas au contrôle social, au patriarcat, à la division du travail entre les



sexes. Elle se réfère aux racines culturelles et religieuses des groupes humains, souvenons-nous du débat qui a porté sur les racines judéo-chrétiennes de l'Europe, que Jacques Chirac, a écarté du Préambule de la Constitution, réduisant celles-ci à leur seule dimension religieuse alors qu'il s'agit aussi, et même surtout, d'une référence culturelle plus que religieuse pour la majorité de la population. Les deuxième, troisième et quatrième paramètres, ceux du sacré, de l'État et de l'économie vont de soi. C'est le cinquième paramètre, celui de la mondialisation, qui est nouveau car, loin d'être un pur prolongement du capitalisme d'hier, celle-ci crée un paysage nouveau et surtout mobilise des paramètres de pouvoir inédits. C'est précisément ce pouvoir à l'heure de la mondialisation qui est scruté par plusieurs articles. Tous s'accordent sur la description des faits. Sur la pluralité des acteurs d'abord : États, organisations internationales, le système onusien compte une centaine d'institutions et de programmes, sociétés transnationales, ONG, opinion publique mondiale, groupes mafieux, terroristes, pseudo-États.

Sur tous ces thèmes, on trouvera des informations diverses et à jour. Pouvoir en réseaux, influences, groupes d'influence divers (Trilatérale, Bilderberg, Société du Mont Pèlerin), les « élites mondialisées » ou « nomades » se croisent et s'influencent dans divers lieux dont Davos est devenu le symbole le plus éclatant, multiplié qu'il est à la surface du globe. Plusieurs articles décryptent cette notion de réseaux, dont l'énumération se révélerait infinie précise Guy Hermet, professeur émérite à Sciences Po Paris.

Comment oublier le réseau des grandes compagnies pétrolières, ou les pays producteurs groupés dans l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et agissant souvent il est vrai – comme en Norvège ou en Arabie saoudite – en partenariat avec des sociétés transnationales. Aussi, en particulier au sein de la *Breakthrough Energy Coalition*, créée par Bill Gates et rassemblant parmi d'autres Mark Zuckerberg (Facebook), Jack Ma (Alibaba), Ratan Tata (Tata), Richard Branson (Virgin Group), Jeff Bezos (Amazon) et Xavier Niel (Free). Il va de soi que les réseaux financiers et bancaires représentent, de la même façon, des puissances d'un rang supérieur à celui de la plupart des États petits et moyens. D'autres réseaux internationaux paraissent en revanche désintéressés. Ainsi le réseau catholique *Sant'Egidio*, communauté séculière dotée du statut d'association internationale de laïcs créée en 1968 par un fils de banquier Andréa Riccardi : situé dans la lignée du Concile Vatican II, comptant aujourd'hui 75 000 membres dans 74 pays, *Sant'Egidio* s'est lancé dans l'action internationale en s'efforçant en particulier de résoudre des conflits insolubles par les instruments diplomatiques classiques.

Ces différents pouvoirs s'exercent en certains lieux et ont des visages. Il en est ainsi de Bruxelles, capitale du *lobbying*, dont le chiffre d'affaires s'élève à 3 milliards d'euros par an, le nombre des lobbyistes est évalué entre 25 000 et 30 000 par an. Il en est ainsi des grands cercles où se rencontrent les élites mondialisées. Bien des points nodaux sont aussi lieu de pouvoir, ports, aéroports, *hubs*. Quant à la finance, est-il besoin de s'étendre sur son pouvoir, ses ramifications, dettes, sou-

verainetés financières, paradis fiscaux. Sur toutes ces questions, des chiffres précis sont indiqués dans les IEM. Comment dans ces conditions et sur quelles bases construire une gouvernance mondiale qui soit pour reprendre la novlangue des organisations internationales inclusive, transparente, équitable ? Chacun s'y essaie, sans vraiment y parvenir. Faut-il fusionner G7 et G20 ? Élargir le Conseil de sécurité et lui conférer des compétences en matière de régulation économique ? Changer les règles de fonctionnement au sein des organismes de Bretton Woods (*FMI, Banque mondiale*), où les pays occidentaux ont un poids prépondérant et les États-Unis un droit de *veto*, situation qui a poussé la Chine à créer son propre réseau d'institutions financières internationales. Il n'y a pas que les *managers* des sociétés transnationales, les banquiers et cabinets d'avocats internationaux, qui règlent la danse, mais aussi les nombreux *managers* d'opinion au sein des chaînes de TV, d'organes de presse internationaux, qui étendent leur diffusion à tous les endroits stratégiques de la planète, comme en témoigne la diffusion du *New York Times*, du *Financial Times* et de l'*Economist*.

À la lecture de ces différentes contributions et de l'introduction de Bernard Badie, il semble difficile au lecteur de s'affranchir d'un certain désenchantement. On lui démontrera qu'il convient de s'interroger sur l'idée même d'hégémonie, sa pertinence et son actualité. En clair, l'hégémonie américaine relève du passé, et au surplus elle n'a pas réellement apporté de résultats tangibles. Barack Obama a érigé la non-intervention américaine en doctrine. Tout le monde attend Donald Trump sur les dossiers de la Chine et de l'Iran. Le club occidental, déjà malmené du fait de l'impotence européenne, du Brexit, survivra-t-il aux tempêtes ? Sûrement car il faut tenir compte du poids de l'acquis, des réseaux d'influence, de divers *lobbies*, mais ce club occidental personnifié par l'Otan, le dialogue UE-États-Unis, risque d'être marginalisé au profit de relations plus directes, plus personnelles entre principaux dirigeants, solution que préfèrent Vladimir Poutine, Donald Trump et Xi Jinping. D'où la question de Henry Kissinger : quel est le numéro de téléphone de l'Europe ? Est-ce celui de la chancellerie allemande à Berlin ? Peut-on, doit-on s'en tenir au constat désabusé de Bertrand Badie qui conclut : peut-on gouverner un monde si complexe où, formellement du moins, coexistent tant de peuples solidaires, d'histoires de cultures, d'économies si différentes, les unes des autres ? Au pamphlet de Proudhon Philosophie de la misère, Karl Marx avait répondu par sa Misère de la Philosophie ; on pourrait emprunter cette formule et proclamer la « misère de la pensée internationale ». Mais gardons-nous des formules toutes faites, des plans préconçus : la gouvernance mondiale n'est pas forcément un jardin à la française, un « petit Versailles », mais un foisonnement d'initiatives, d'efforts et, comme l'a dit Albert Camus, « Sisyphe peut-être heureux ».